Burundi : consultations de la société civile sans celle proche du pouvoir

RFI,Â 21-10-2018 AprÃ¨s trois ans de tentatives d'organiser une sÃ©rie de dialogues inter-burundais de sortie de crise entre le pouvoir du prÃ©sident Pierre Nkurunziza et son opposition Ã Arusha en Tanzanie, qui ont toutes Ã©chouÃ©, la facilitation de ces nÃ©gociations qui est assurÃ©e par l'ancien prÃ©sident tanzanien Benjamin Mkapa tente de jouer son va-tout.

Elle a annoncÃ© Â«Â un 5e et dernier round de discussionsÂ Â» centrÃ© sur l'organisation d'Ã©lections inclusives en 2020 du 24 au 29 octobre, toujours dans cette ville du nord tanzanien, une session qu'elle a fait prÃ©cÃ©der Ã partir de samedi d'une sorte de prologue Ã laquelle il avait invitÃ© la sociÃ©tÃ© civile pour qu'elle donne sa contribution avant la rencontre des politiques. Mais tout semble Ãªtre mal parti encore une fois. Seules 12 personnalitÃ©s sur la trentaine invitÃ©es se sont prÃ©sentÃ©es samedi matin Ã Arusha, Ã l'ouverture de ces consultations. Parmi elles, des reprÃ©sentants de l'Ã©glise, des mÃ©dias indÃ©pendants, ainsi que des figures de la sociÃ©tÃ© civile indÃ©pendante dont le cÃ©lÃ¨bre dÃ©fenseur des droits l'homme Pierre-Claver Mbonimpa ou encore l'activiste de la bonne gouvernance Gabriel Rufyiri.Â Une poignÃ©e est venue de Bujumbura, le reste vit en exil en Europe ou en Afrique. Grande absente, la dizaine de reprÃ©sentants de la sociÃ©tÃ© civile proche du pouvoir burundais, qui a dÃ©cidÃ© de boycotter ces deux jours de discussions officiellement parce que Â«Â le Burundi est en deuilÂ Â» en raison de la commÃ©moration aujourd'hui dimanche de l'assassinat du premier prÃ©sident hutu dÃ©mocratiquement Ã©lu, Melchior Ndadaye, il y a 25 ans. Cette absence est en rÃ©alitÃ© de mauvais augure pour le dialogue deÂ sortie de criseÂ prÃ©vu entre pouvoir et opposition du mercredi 24 au lundi 29 octobre, une session prÃ©sentÃ©e comme celle Â«Â de la derniÃ¨re chanceÂ Â» par la mÃ©diation est-africaine. Bujumbura qui a toujours refusÃ© de s'asseoir avec une grande partie de son opposition qualifiÃ©e de putschiste exige que l'ordre du jour soit consacrÃ© uniquement Ã une feuille de route pour les Ã©lections de 2020 qu'elle a prÃ©parÃ©e avec ses alliÃ©s il y a deux mois. Elle veut Ã©galement avoir un droit de regard sur la liste des invitÃ©s.

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});